

Allocution de M. François Mitterrand, Président de la République, notamment sur la décentralisation et la construction européenne, à Montpellier, mardi 12 janvier 1988.

Monsieur le Président,

- Mesdames,

- Messieurs,

- Pour commencer, je vais vous dire ma fierté d'être votre invité en ce matin du 12 janvier 1988. Ce que vous m'avez montré, en arrivant dans cette ville, dans ces locaux, avec ce beau paysage et cet accueil si chaleureux, tout cela justifie une démarche que vous avez bien voulu, monsieur le Président, décrire il y a quelques instants.

- C'est en effet, la preuve vivante que la décentralisation va bien. Je ne sais si ce sera la pierre angulaire de mon septennat. Ce que je sais, c'est que ce sont des lois importantes qui ont été adoptées par le Parlement, à l'initiative du gouvernement de Pierre Mauroy, mises en oeuvre par Gaston Defferre, des lois importantes, puisqu'elles inversaient, par la loi, un cours des choses érigé à travers le temps, pour construire la France. Nous n'avons pas à renier le courant d'autrefois. Il fallait faire la France, il fallait centraliser.

- Et puis, les temps modernes sont arrivés, les moyens technologiques, surtout de communication, se sont développés. Le monde, en grandissant, est devenu tout petit. La France, dans ses ensembles, européen et planétaire, a pris une place nouvelle, en rapport avec les autres, et il a semblé que le moment était venu de faire que cette entité française pût se développer en se diversifiant, en faisant accéder - nouveau motif de grandeur - ses citoyens à des responsabilités de décision qui avaient été jusqu'alors employées par le seul pouvoir central.

- Je crois qu'il faut réunir ces deux temps de notre histoire. J'admire infiniment ceux qui ont construit notre pays et qui ont, précisément, su créer un -état d'esprit, une culture, des institutions, un Etat, sans lesquels notre pays eût été dominé, et sans doute absorbé par les forces centrifuges, par les appels de l'extérieur, par la puissance des empires. Seulement, voilà, fallait-il refuser de s'adapter aux temps nouveaux ? Et la grandeur, précisément, moderne, n'était-elle pas de faire qu'avec la France, les Français fussent tous appelés à dire leur mot, à être présents en tant qu'Européens, en tant qu'habitants de la terre et donc formés à de nouvelles disciplines, capables d'assumer et de choisir entre les grands thèmes qui occupent l'humanité.

- La décentralisation relève donc, non seulement d'une nécessité de désétatisation, mais aussi d'une philosophie. C'est pourquoi, j'ai été l'un de ceux qui ont le plus admiré l'oeuvre des siècles, ceux de la monarchie, ceux de la constituante, législative et convention, d'une certaine manière - mais je limiterai là mon approbation - de l'époque de Bonaparte - de Napoléon Bonaparte - où l'on a vu, en effet, la centralisation atteindre sa limite extrême. Cela a continué, avec les Républiques, et spécialement avec la Troisième République, et il faut dire que l'un des derniers bienfaits de la centralisation, a été le développement de l'école à partir de l'école laïque, des grandes lois des années 1880 qui ont permis à notre langue d'être partagée par tous les Français. Là aussi, il faut le dire, puisque l'effort a atteint son objet, pourquoi ne pas comprendre que d'autres besoins devaient aussi s'affirmer ? On a vu les langues et les cultures devenues minoritaires, mener un combat contre la disparition, contre l'étouffement. Et c'était un combat, à mes yeux. également justifié. car si la France avait besoin de bâtir son unité. elle devait le faire

mes yeux, également jeunes, car en France était borné le sein des élus, elle avait le sien sur sa diversité.\

Nous en sommes là, et c'est la raison principale pour laquelle j'ai personnellement beaucoup lutté pour que la décentralisation entrât dans les moeurs et au-delà des moeurs, dans les institutions. Cela n'a pas été très facile, bien entendu, puisqu'il fallait partir de loin. Mais j'avais mon expérience de la gestion locale, précisément par ma présence dans un conseil général, ce qui nous ramène aux lieux où nous sommes. J'ai été élu conseiller général, il y a bien longtemps, on le souligne quelquefois, mais je le sais, moi aussi, c'était en 1949. J'étais déjà, depuis trois ans, député de mon département de la Nièvre, j'ai fait donc le parcours en sens inverse, je suis devenu conseiller général, puis un peu plus tard maire. Et pour moi cela a été une révélation. Pendant longtemps, j'étais conseiller général de l'opposition au sein de mon assemblée, mais j'ai vu se nouer là des liens, des relations très fortes, dont j'ai gardé un souvenir très ferme. J'ai rencontré des collègues de toutes opinions qui étaient généralement bienveillants, qui cherchaient à comprendre, et qui étaient dominés par le souci de servir leur département qu'ils aimaient.

- Quand le jour est arrivé, quelque quinze ans plus tard, où à mon tour je suis devenu Président de ce conseil général, j'ai cherché, bien entendu, encore une fois, à faire de cette assemblée, une assemblée où chacun pouvait disposer et devait disposer de son entière liberté d'expression, de la fidélité à sa pensée et à ses engagements. Mais, par-dessus tout cela, il fallait bien travailler ensemble, éviter les exclusions, les sectarismes. Il fallait bien que les Français responsables, travaillent ensemble, dans l'intérêt de la collectivité locale, c'est-à-dire dans l'intérêt de la France. Et là, j'ai pu voir, dans mes relations avec l'autorité de tutelle, avec le gouvernement, les administrations centrales, ce que vous avez vu vous-mêmes. A la fois, nous avions à faire à des administrations modèles, très remarquables, à des fonctionnaires d'élite, dont la formation de base souffre peu la comparaison, croyez-moi, en Europe même, et en même temps, une habitude prise de gouverner, de décider, de considérer les élus, maires, conseillers municipaux, conseillers généraux, comme des exécutants. La première grande bataille que j'ai dû mener, devenu Président du conseil général, cela a été de conquérir un bureau, et même une chaise pour m'asseoir. La deuxième bataille a été de parvenir à obtenir, pour ce conseil général, une voiture. La troisième bataille a été pour obtenir, pour le conseil général des locaux. Et je me souviens de ces visites qui étaient faites dans mon département, où je me trouvais parmi les élus et les citoyens, et où l'on avait à l'égard du pouvoir exécutif central une attitude tout à fait légitime, déférente, mais aussi de déférence extrême. Ce qui me rappelait aussi la période où ayant été ministre de la France d'Outre-mer, j'avais vu agir les chefs coutumiers. Eh bien, j'étais chef coutumier, et je pensais que la France était quand même capable d'absorber une évolution qui permettrait aux élus locaux de décider eux-mêmes de ce qu'ils ont à décider.\

Vous savez à quel point je me méfie des mots tout faits, pas d'Etat, trop d'Etat. Pas d'Etat, c'est la ruine de la cohésion nationale. Trop d'Etat, c'est la ruine de l'initiative personnelle et des chances données à la diversité des talents. Il ne faut faire ni l'un, ni l'autre, je ne dirai pas entre les deux. Mon tempérament, ma doctrine, ne sont pas ceux d'un juste milieu, mais je ne vois pas pourquoi on serait obligé de s'enfermer dans des définitions extrêmes et de refuser la valeur d'une synthèse, une fois qu'ont été dites la thèse et l'antithèse.

- Il fallait donc bâtir cette responsabilité dont vous êtes aujourd'hui gestionnaire, et que vous assumez, mesdames et messieurs les conseillers généraux, je le sais, avec une grande conscience et avec une grande réussite.

- Comment, dès lors, refuser votre invitation, monsieur le Président du conseil général ? Je m'y sentais à l'aise, elle me faisait plaisir, elle me fournissait l'occasion de dire ce que je vous dis. Il m'est arrivé déjà de m'exprimer sur ce sujet, sur le même thème, non pas exactement de la même façon, mais en développant les mêmes tendances et les mêmes choix de l'esprit. Mais je crois qu'il est encore nécessaire, à travers tout le pays, de se battre pour la réussite de la décentralisation. Elle a été l'objet, c'est vrai, d'appréciations partiales. Je me souviens de m'être trouvé dans bien des assemblées départementales ou régionales. J'entendais des hommes - très souvent remarquables, qui les animent - fonder leur raisonnement, poussés par le goût de la passion politique, au-delà des subtilités normales.

- La décentralisation s'est traduite par un transfert de compétences, c'était l'objet même, mais aussi par un transfert de ressources correspondant au transfert de compétences. Que de fois ai-je entendu le contraire et pour vérifier mon propos, pour être sûr que je ne me trompais pas, je consultais régulièrement les travaux de la Commission décidée pour cela pour vérifier si le transfert des ressources avait bien suivi le transfert des compétences. Et quand j'ai constaté pendant 4 ans de suite qu'au centime près la Commission composée de représentants de toutes les nuances proclamait que les ressources correspondaient aux compétences, j'en éprouvais une réelle satisfaction. Mais ce qui s'est produit depuis, c'est que chaque conseil général, chaque conseil régional est appelé à mettre l'effort dans tel domaine, éducatif par exemple, par rapport à tel autre et dès lors un nouveau déséquilibre se produit qu'il lui appartient de corriger et qui naturellement l'éloigne des dispositions originelles. Mais le mouvement, croyez-moi mesdames et messieurs, c'est le bon.\

Je voudrais au cours de cette brève allocution vous dire à quel point je crois non plus à la décentralisation qui n'est qu'une forme institutionnelle mais à la vie locale, départementale, régionale bref, à la vie chez soi. La France, contrairement à la plupart de ses voisins, a vécu pendant de nombreux siècles autour de son centre, de sa capitale, de ses institutions centrales, de ses dirigeants, de son gouvernement, de son Etat. Et je voyais s'épanouir presque partout une capacité culturelle, spirituelle, une capacité d'expression, d'approche des problèmes du monde actuel, originale. Je pensais que c'eût été un appauvrissement du pays, que de ne pas faciliter, de ne pas contribuer à l'expansion de ces qualités profondes. Est-ce que la preuve n'en est pas faite dans une région comme celle-ci, dans un département comme l'Hérault ?

- Vous dirai-je que je suis habitué à des spectacles tels que celui qui me fut proposé en arrivant ici ? Eh bien, j'ai été émerveillé par ce que j'ai vu pendant quelques quarts d'heure dans les jardins de ce conseil général. D'abord la qualité architecturale, ensuite le développement des jardins, des espaces tout simplement, la relation avec la ville, ou avec les deux villes, enfin avec les deux ensembles urbains et puis ce spectacle qui au travers du poulain, du boeuf, de l'âne, du chameau ou de l'escargot se liait beaucoup plus loin qu'on ne le croit à l'histoire des temps, à la formation des civilisations, à la réalité plus qu'historique de ce que fut la vie des hommes dans une région comme la vôtre qui ne pouvait ressembler à la vie des hommes dans les régions voisines. Et je voyais là à travers ces danses, ces funambules, ces mouvements, cette musique, cette gaité, je voyais là comme une affirmation culturelle et rien n'est sans la culture, rien ne relie les hommes entre eux, rien n'exprime la continuité : tradition et modernité. Rien n'appelle les esprits à s'accorder dans une harmonie rarement exprimée, rien sinon l'art et la culture.

- Vous avez choisi monsieur le Président, mesdames et messieurs, de m'offrir cette perception initiale de votre nouveau département de l'Hérault, soyez-en remerciés. Que de talents se sont ainsi révélés qui ne l'auraient pas été si l'on continuait de considérer simplement Paris comme l'endroit où devrait nécessairement se rassembler toutes les vertus, tous les talents et toutes les compétences.\

Voilà donc une région, voilà donc un département vivant et qui le montre, autour d'une métropole qui ne l'est pas moins et quelle métropole. Je le constatais à l'aéroport tout à l'heure, métropole départementale, cela va de soi, métropole régionale, grande métropole, métropole désormais nationale, l'une des premières villes de France et peut-être l'une des plus actives, métropole, j'y viendrai dans un instant, à vocation européenne.

- Vous avez donc la chance à la fois, d'avoir cette structure rurale, ancienne, qui peut connaître des développements inattendus ou du moins que vous saurez préparer mesdames et messieurs les conseillers généraux de l'Hérault, mais aussi nos voisins, ceux des autres départements de la région, que vous saurez préparer pour à la fois préserver l'économie héritière des qualités de votre sol et d'autre part développer, faire surgir de la nature elle-même des richesses nouvelles au travers des productions auxquelles vous avez déjà songé et des centres urbains hors desquels il serait impossible de maintenir le tissu rural.

- Je suis déjà venu bien entendu dans votre département et j'avais aussi déjà constaté à quel point l'on avait une idée générale, on avait déjà aussi réalisé une synthèse des activités du

présent dans la perspective des activités du futur et je répète j'étais émerveillé de voir cette force vitale, cette capacité d'imagination et d'expression, cette qualité de travail et l'imagination qui permet de rêver de la chute des hauteurs de ce fameux Pic Saint Loup jusqu'à l'approche des étangs, avec la mer en projection jusqu'alors peu équipée, projection aujourd'hui réalisée. Vous allez pouvoir conquérir l'espace qui vous manquait.

- Si l'on lit les vieux grimoires, on voit bien de quelle façon, dans les premiers temps du Moyen-Age, Montpellier pouvait aspirer à remplir un rôle historique qui lui soit propre par relation avec les grandes métropoles voisines. Il semble que vous venez de retrouver, mesdames et messieurs, la trace de cette grande histoire.

- J'ai commencé en vous disant combien j'étais fier d'être votre invité en ce jour de janvier 1988 mais j'en suis, selon la formule consacrée, également très heureux.

- Je voudrais maintenant que votre ville, que votre département puisse s'inscrire de plus en plus dans le mouvement général des activités et dans le mouvement général des idées. C'est vous qui vous en chargerez vous-mêmes. Vous êtes élus pour cela. Vous avez été nourris de sa culture, vous connaissez son ciel, vous connaissez sa terre, vous épousez son espace, c'est à vous de le faire et la tâche qui vous attend comme la tâche de la France est à la mesure de vos capacités, mais il faut bien mesurer l'effort.\

Une région comme celle-ci, en France mais aussi dans l'Europe, sera bientôt le centre d'une immense compétition. Je dois vous le dire, d'ailleurs je l'avais déclaré à Montpellier il y a quelques années, j'ai toujours cru à la nécessité de l'Europe, je veux dire de l'Europe organique, celle que l'on a tenté de construire sur les désastres de la deuxième guerre mondiale avec les limites et les frontières artificielles que les rapports de force de cette deuxième guerre mondiale ont imposées. On a fait l'Europe avec celle qui était là, à la disposition des Européens, fidèles à leur forme de civilisation et défenseurs de leur liberté. Cette Europe de six, puis de neuf, puis de dix, puis de douze pays, cette Europe-là, nous avons, vous avez vocation naturelle à vous y insérer. Elle ne pouvait rester tronquée par l'élimination de l'Espagne et du Portugal, ce qui a justifié des débats extrêmement difficiles pour une région comme celle-ci, en raison de l'identité des cultures, des cultures agricoles, de part et d'autre des Pyrénées, des difficultés proposées pour la pêche. Cela a été très difficile, mais cela était tout autant nécessaire. On l'a fait et voilà que l'Hérault et que Montpellier se trouvent désormais non plus à l'extrémité d'un pays, le pays qu'ils servent et qu'ils aiment, la France, mais au centre de l'Europe.

- C'est le cas de dire, il n'y a plus de Pyrénées, bien qu'il faille se méfier des expressions toutes faites. Voilà que vous êtes au centre d'un monde en mouvement, d'une Europe ouverte sur l'Afrique, ouverte sur la Méditerranée et sur les océans. Avec ce que nous venons de dire vous et moi sur la capacité de ce département et de cette ville à assumer le temps qui commence, vous devez vous dire que, au centre de l'Europe, la carte à jouer pour les décennies à venir est considérable. En même temps, et cela est une loi de l'histoire, une chance immense donc un risque immense. Il n'y a pas de grande chance sans grand risque et ce que je dis de la région Languedoc-Roussillon comme du département de l'Hérault, comme de la ville de Montpellier, vaut pour la France.

- Je souhaite ardemment, mesdames et messieurs, que la construction européenne n'achoppe pas sur des débats finalement mineurs, qu'elle ne se brise pas sur des égoïsmes nationaux qui sont hors de saison. Il faut avoir le sens des proportions. Est-ce que chacun des pays de l'Europe, pour préserver ce qui n'a pas à l'être va refuser de prendre part à la seule construction de la géographie, de l'histoire et de la culture qui permettra à chacun de nos peuples de dire son mot, d'être entendu, d'appartenir à la scène du monde, de faire l'histoire des hommes !.\

` Suite sur la construction européenne `

- Est-ce que pour des arguments sans poids, pour des passions sans suite, on va ainsi casser l'espérance que nous offre le temps qui vient, que nous offre le siècle à venir et dont nous devons bâtir les fondements. Je dis cela alors que nous sommes à quelques semaines seulement d'un sommet européen qui se tiendra à Bruxelles sous la présidence de l'Allemagne, puisque c'est le moment où l'Allemagne assume cette présidence.

- Je vois les contentieux plutôt s'alourdir. Comment nous ne serions pas capables d'établir un

... vers les consommateurs plutôt que d'ailleurs. Comment, nous ne serions pas capables d'étaler sur le budget de l'Europe, de la Communauté européenne qui ne représente qu'une fraction infime du revenu national de l'Europe ? Comment nous ne serions-nous pas en mesure de respecter le sens même du traité de Rome qui a voulu que l'agriculture, fondée sur l'occupation du sol, sur sa maîtrise par l'homme et non pas comme un désert exploité par de lointaines entreprises industrielles, une agriculture sans agriculteurs et en même temps une période de prévisions, d'organisations statistiques où les institutions internationales ou nationales s'appliquent de semaine en semaine à prévoir les années futures ? Comment, nous ne serions pas capables de répartir comme il convient les contributions européennes au développement régional, qu'on appelle "la politique structurelle" dans ce langage de la technocratie, on n'irait pas mettre en mesure les régions ou les pays les plus pauvres de supporter la vie commune, de se développer ou bien de s'épanouir pour faire de tous les Européens la force non pas dominante mais pour le moins égale aux autres. Nous avons autant, sinon plus, de savants, de techniciens, d'ingénieurs, de penseurs, de philosophes, de travailleurs qualifiés de l'agriculture ou bien de l'industrie, autant d'agents du commerce, autant d'hommes et de femmes en mesure de conquérir des marchés internationaux, d'inventer ce que sera le monde du siècle prochain, de conquérir l'espace. Comment, nous ne serions pas capables, j'avais fait cet appel à La Haye, il y a déjà au moins quatre ans, nous ne serions pas capables d'avoir notre station orbitale habitée permettant à l'homme d'assurer peu à peu sa maîtrise sur l'espace qui s'ouvre à nos regards ? Faudrait-il recourir toujours aux inventions, aux techniques, à la puissance et à l'argent des autres ?

- Savez-vous que nous consacrons, à quatre pays seulement, l'Allemagne, l'Angleterre, l'Italie et la France, plus de crédits pour la recherche qu'il n'y en a au Japon ou aux Etats-Unis d'Amérique alors qu'en réalité ces deux derniers pays nous enfoncent partout où ils avancent, faute pour nous de disposer de la volonté politique, de l'unité organique qui nous permettraient de tirer le meilleur des moyens dont nous disposons. Eh bien ! je me réjouis encore une fois de voir un département comme celui-ci. Je vois toutes ces institutions, cette technologie, dans tous les domaines y compris dans le domaine de la biologie, la science où seront tirées toutes les merveilles de demain. Vous le sentez bien. Tout cela à Montpellier, en couronne de Montpellier, dans le département de l'Hérault et un peu aussi dans les départements voisins.

- Vous vous êtes dotés, mesdames et messieurs, et je vous en remercie au nom de la France, de l'instrument qui vous permettra, et qui permettra du coup à notre pays, de parler toujours d'égal à égal soit en son nom propre, soit avec et au nom de l'Europe, aux empires qui s'édifient. Voilà, nous sommes passés du particulier au général, on va revenir de l'universel au particulier. On est très bien dans l'Hérault et voyez que cela procure chez moi une certaine propension à y revenir. C'est en effet l'un des départements que j'aurai visité plusieurs fois depuis 1981 en qualité de Président de la République, après l'avoir souvent parcouru auparavant.

- Voilà ce que je voulais dire, mesdames et messieurs. Monsieur le Président, je suis sensible à votre présence. J'ai comme vous, la foi, la foi en la France et je crois aux Français, mais je ne les vois pas se refermer sur eux-mêmes, je les vois capables de conquérir à l'extérieur un idéal de liberté, de concurrence, d'apprentissage technique et culturel, de valeurs de l'esprit, tout ce qui est en nous et que nous pouvons, croyez-moi, proposer au reste du monde sans craindre la comparaison.

- Merci donc. Je vais continuer la route dans l'Hérault encore pendant quelques heures. Je garderai de cette visite dans l'hôtel du département, à l'hôtel du département, monsieur le président, une raison de plus de croire, que nous, Français, nous sommes sur la bonne route,

- Vive Montpellier,
- Vive l'Hérault,
- Vive la France.\